

limiter les exportations du Canada vers les pays de la zone du sterling, et il en sera ainsi surtout lorsque cesseront les octrois financiers aux nations d'Europe.

Nous ne saurions nous moquer d'une telle déclaration. Je poursuis:

Ce serait donc le comble de la sottise que de supposer qu'après la cessation du plan Marshall nous pourrions compter obtenir d'Europe autant de dollars que nous en recevrons durant son application intégrale. Ainsi que le déclare la Commission de contrôle du change, ces encaissements provisoires ne sauraient mettre fin à notre pénurie de dollars.

Ces commentaires de la *Free Press* de Winnipeg démontrent à l'évidence que nous ne pouvons compter, dans un avenir assez rapproché, nous constituer de forts crédits convertibles dans le Royaume-Uni, et c'est là pour nous un point d'une extrême importance pour l'avenir. Nous devons changer d'orientation autant que possible, tout en nous efforçant, bien entendu, de conserver les marchés qui nous sont ouverts là-bas. Cela me ramène à la question des placements américains.

Je l'ai dit il y a quelques instants, les placements américains dans notre pays sont anormaux. Ils constituent pour nous un besoin essentiel, et nous ne pourrions continuer d'importer au rythme actuel à moins que les Américains ne placent de nouveaux capitaux chez nous. Le Gouvernement continue de se montrer obstiné sur ce point, ou du moins il prétend l'être, mais il n'en abolit pas moins les droits sur certains produits de Grande-Bretagne parce que les prix sont trop élevés pour que les Anglais puissent écouler ces denrées dans notre pays.

Je n'oublie pas qu'en prenant des mesures pour déprécier notre monnaie nous ne ferions qu'ajouter momentanément aux difficultés des Britanniques qui nous vendent leurs produits. J'affirme cependant,—et beaucoup de gens sont de mon avis,—que nous avons tout lieu de croire que la valeur de la livre sterling ne correspond plus à la réalité. A ce propos, j'ai ici une coupure du *Globe and Mail*, livraison du 20 mai. Elle est importante en ce que l'attitude de M. Hoffman, directeur du plan de rétablissement européen, y est exposée. Voici:

Les prix britanniques sont encore trop élevés pour les importateurs canadiens, mais il semble que cet état de choses ne pourra changer que si la Grande-Bretagne détermine, pour la livre sterling, une valeur correspondant aux réalités commerciales. Elle s'y refuse encore. Cependant M. Paul Hoffman, administrateur du plan Marshall en Europe, et d'autres membres du Conseil consultatif national, ont signé un rapport, adressé au Congrès, dans lequel ils déclarent que les Etats-Unis exigent que les pays qui bénéficieraient du plan s'entendent sur

[M. Macdonnell (Muskoka-Ontario).]

la dépréciation de leur monnaie avec les 46 nations qui adhèrent au Fonds monétaire international.

J'ai lu avec intérêt dans le dernier numéro d'*Economist* que même le Fonds monétaire international étudie sérieusement la situation et qu'il a les yeux et l'esprit bien ouverts.

J'ai parlé de ce que je considère comme une déformation de nos rapports économiques avec l'étranger. Je désire maintenant parler brièvement de ce que je crois être une déformation économique au sein même de notre pays. Comme la guerre touchait à sa fin, au printemps de 1945, le Gouvernement a publié un livre blanc ayant pour objet de traiter des conditions d'après-guerre, appréhendant alors quelque chômage. C'était, j'en conviens, une précaution légitime. Si, en fait, il y avait eu chômage, je suis plutôt porté à croire que les mesures proposées auraient été fort louables. Néanmoins, je me plains de ce qui, à mes yeux, frise la tragédie: nous avons persisté à maintenir ces mesures longtemps après qu'il était devenu parfaitement clair que nous aurions dû faire exactement le contraire. Les signes précurseurs d'un sursaut d'activité ont apparu en 1946, de sorte que les méthodes préconisées en 1945 auraient dû être alors modifiées sans plus de délai. Au lieu, le Gouvernement a continué d'y avoir recours et les a même intensifiées. Il nous fallait un calmant: on nous a donné un tonique. Je veux signifier que le Gouvernement a fait deux choses. Il a fortement encouragé l'expansion industrielle par des stimulants exagérés sous forme de dépréciation, et il s'en est aussi tenu au régime de l'argent à bon marché, autre forme d'encouragement.

Un mot maintenant au sujet de la double dépréciation. D'abord, que signifie au juste ce terme? C'est qu'on offre aux sociétés des stimulants spéciaux en vue de les amener à agrandir leurs usines au plus tôt. A cette fin, on leur a permis de déduire de leur revenu imposable des sommes fort considérables à condition de les réengager dans l'affaire. Elles ont pu ainsi éluder les impôts à l'égard de ces dégrèvements. D'après un rapport ministériel, on estime que l'expansion industrielle qui s'effectue grâce à cette double dépréciation coûtera 1 milliard 400 millions. Voilà une somme formidable à imposer à l'économie de notre pays. Selon ce même rapport, un relevé portant sur 4,000 sociétés, dont 2,241 en exploitation en 1939 et 1,971 constituées depuis lors, indique que ces sociétés, une fois les transformations opérées, auront une capacité de fabrication de 8 milliards et demi, comparativement à 1 milliard 800 millions en 1939.